

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 4905

[C — 2003/27781]

18 DECEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 tot regeling van de valorisering van onregelmatige prestaties en van wacht- en terugroepingsprestaties en van de toekenning van toelagen betreffende specifieke werken

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het protocol nr. 370 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 20 december 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies nr. 35.186/2 van de Raad van State, gegeven op 15 mei 2003 overeenkomstig artikel 84, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 tot regeling van de valorisering van onregelmatige prestaties en van wacht- en terugroepingsprestaties en van de toekenning van toelagen betreffende specifieke werken wordt vervangen door volgende tekst :

« Dit besluit is van toepassing op de ambtenaren en contractuele personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut onderworpen aan het het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, hierna « personeelsleden » genaamd, de ambtenaren en contractuele personeelsleden die onder psychiatrische ziekenhuiscentra ressorteren uitgezonderd. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 december 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 4906

[C — 2003/27782]

18 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 10 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 20 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 8 janvier 2003;

Vu le protocole n° 367 du comité de secteur XVI, établi le 20 décembre 2002;

Vu la délibération du Gouvernement wallon, le 9 janvier 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 35.185/2, donné le 3 juillet 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel contractuel des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public visés par le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes relevant de la Région wallonne.

Le présent arrêté n'est pas applicable aux membres du personnel à engager par contrat d'occupation d'étudiant pendant les mois de juillet, août et septembre.

CHAPITRE II. — *Des conditions d'engagement*

Art. 2. § 1^{er}. Des personnes peuvent être engagées par le Gouvernement aux fins exclusives :

- 1° de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;
- 2° de remplacer des agents en cas d'absence totale ou partielle, qu'ils soient ou non en activité de service;
- 3° d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques telles que définies par le présent article;
- 4° de pourvoir à l'exécution de tâches exigeant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau, toutes les deux pertinentes pour les tâches à exécuter.

§ 2. Par tâches auxiliaires, il y a lieu d'entendre :

- 1° les tâches principalement d'ordre manuel effectuées dans les forêts domaniales, les réserves naturelles et sur les sites des fouilles archéologiques;
- 2° les tâches relatives aux opérations de propreté pour autant qu'elles soient encadrées par du personnel de la région;
- 3° les tâches relatives à l'accompagnement des élèves dans les services de transport à la Direction générale du Transport;
- 4° les tâches de nettoyage;
- 5° les tâches de service dans les cafétérias;
- 6° les tâches de maintenance;
- 7° les tâches de téléphonie et d'accueil;
- 8° les tâches exercées par les chauffeurs;
- 9° les tâches exercées par les magasiniers.

§ 3. Par tâches spécifiques, il y a lieu d'entendre les tâches définies comme telles par le Gouvernement et confiées à des experts correspondant à des fonctions de niveau 1 et qui exigent une qualification professionnelle requise pour une durée limitée ou pour une activité nettement définie.

L'expert est au moins titulaire d'un diplôme donnant accès aux emplois de niveau 1 et doit répondre aux qualifications professionnelles particulières précisées dans la description de fonction.

Le contrat de travail définit les tâches confiées à l'expert ainsi que la qualification professionnelle requise pour une durée limitée ou une activité nettement définie.

§ 4. Peuvent être considérées comme tâches exigeant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau, toutes les deux pertinentes pour les tâches à exécuter, les tâches qui intègrent des méthodes de gestion ou des connaissances techniques de haut niveau.

Art. 3. Pour l'application de l'article LL.TII.8, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, le cadre fonctionnel des Ministères et Organismes contient les emplois à pourvoir visés à l'article 2, § 1^{er}, 1°, 3° et 4°, du présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Admissibilité, sélection et cessation de fonction*

Art. 4. § 1^{er}. Les personnes à engager par contrat de travail doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° jouir des droits civils et politiques;
- 2° satisfaire aux lois sur la milice;
- 3° justifier de la possession de l'aptitude médicale exigée pour la fonction à exercer;
- 4° être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'étude en rapport avec le niveau de l'emploi à conférer;
- 5° être d'une conduite correspondant aux exigences de l'emploi à pourvoir.

§ 2. Les conditions prévues au § 1^{er} doivent être maintenues tout au long de l'exécution du contrat.

§ 3. Pour les niveaux 1, 2+ et 2, les critères de sélection sont les suivants : le diplôme et la formation, les aptitudes et compétences, et la motivation pour occuper l'emploi.

Pour les niveaux 3 et 4, les critères de sélection sont les suivants : les aptitudes et compétences et la motivation pour occuper l'emploi.

§ 4. Pour les engagements visés à l'article 2, § 1^{er}, 1°, du présent arrêté, la priorité est accordée aux lauréats de tout concours de recrutement organisé par le SELOR pour pourvoir aux besoins de la Région, et dont la réserve de recrutement est toujours valide.

En cas d'absence de lauréat SELOR intéressé, l'appel à candidature peut faire l'objet d'une publicité par tout vecteur de communication permettant à toute personne intéressée de se manifester.

Pour les engagements visés à l'alinéa précédent et pour les engagements aux fins d'accomplissement de tâches auxiliaires, le Ministre fonctionnel procède à une première sélection des candidats pour les postes à pourvoir.

Ces candidats présélectionnés font l'objet d'une audition par le responsable hiérarchique du service fonctionnel où la personne sera appelée à travailler. Celui-ci transmet le rapport d'audition au Ministre fonctionnel en adressant copie au Ministre de la Fonction publique et au Secrétaire général. Pour chaque candidat, le rapport d'audition spécifie au minimum les éléments suivants :

- 1° Définition du poste à pourvoir :
 - a) référence au métier;
 - b) description des tâches;
 - c) position dans le cadre fonctionnel.

2° Profil du candidat recherché :

- a) diplôme et formation;
- b) aptitudes et compétences.

3° Entretien :

- a) identification du candidat, (y compris une copie de l'attestation SELOR, sauf pour les tâches auxiliaires);
- b) motivation du candidat pour occuper la fonction;
- c) expérience professionnelle;
- d) date à laquelle la personne sera disponible pour occuper la fonction;
- e) adéquation au profil demandé.

4° Classement d'un candidat dans une des deux catégories suivantes : convient pour la fonction ou ne convient pas pour la fonction.

Dans les quinze jours de la réception des rapports d'audit, le Ministre fonctionnel communique au Ministre de la Fonction publique son choix qu'il effectue au sein de la catégorie de personnes qui conviennent pour la fonction.

Dans les quinze jours de la réception du choix du Ministre fonctionnel, le Ministre de la Fonction publique donne les instructions nécessaires au Secrétaire général afin qu'il procède à l'engagement.

En cas d'absence de choix de la part du Ministre fonctionnel dans le délai imparti, le Ministre de la Fonction publique opère lui-même le choix.

Art. 5. § 1^{er}. Tout engagement de membre du personnel contractuel chargé d'accomplir des tâches spécifiques et du personnel visé à l'article 2, § 1^{er}, 4°, du présent arrêté nécessite :

- 1° la publication d'un appel à candidats par tout vecteur de communication permettant à toute personne intéressée de se manifester;
- 2° une description de fonction et un profil de compétence contenant la mention des compétences, de l'expérience et des aptitudes requises;
- 3° l'instauration d'une commission de sélection;
- 4° une décision motivée en la forme, visant l'admissibilité des candidats et leur sélection.

§ 2. Les tests ou épreuves de sélection sont organisés par une commission de sélection présentant les garanties d'impartialité et d'objectivité requises. Ils sont adaptés à la fonction à pourvoir.

La commission de sélection est composée pour un tiers, de membres choisis en dehors de l'Administration et qui doivent présenter une compétence incontestable dans le domaine considéré. Pour ce qui concerne les Ministères, la commission comprend au moins un représentant du Ministre de la Fonction publique et du Ministre fonctionnel. Pour ce qui concerne les organismes, la commission comprend au moins un représentant du Ministre fonctionnel. La composition de la commission est approuvée par le Gouvernement.

La commission est chargée de classer les candidats dans une des deux catégories visées à l'article 4, § 3, 4°, du présent arrêté et de rendre au Gouvernement un avis motivé sur l'admissibilité et sur le degré d'adéquation des compétences, de l'expérience et des aptitudes des candidats par rapport à la description de fonction et au profil de compétences.

CHAPITRE IV. — Droits, devoirs et incompatibilités

Art. 6. Les articles LI.TI.2 et 3 de même que les articles LI.TVII.1^{er} et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne sont applicables aux membres du personnel contractuel visés par le présent arrêté.

CHAPITRE V. — De la formation des agents contractuels

Art. 7. Les dispositions du chapitre III du titre V du livre I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne sont applicables aux membres du personnel contractuel visé par le présent arrêté, à l'exception des dispositions qui concernent la formation de carrière.

CHAPITRE VI. — De la situation pécuniaire des membres du personnel contractuel

Art. 8. § 1^{er}. Les membres du personnel contractuel perçoivent une rémunération identique au traitement lié au grade de recrutement, octroyé aux agents pour le même grade ainsi que les augmentations intercalaires et sexennales qui y sont liées.

§ 2. Sauf circonstance particulière dûment motivée par le Gouvernement, les membres du personnel contractuel, engagés pour exercer des tâches spécifiques ou pour exercer des tâches visées à l'article 2, § 1^{er}, 4°, du présent arrêté bénéficient d'une rémunération identique au traitement lié aux grades d'attaché, de premier attaché, de directeur ou de conseiller, octroyé aux agents pour les mêmes grades et les mêmes fonctions ainsi que les augmentations intercalaires qui y sont liées.

Art. 9. Les dispositions du titre XV du livre I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne sont applicables aux membres du personnel contractuel, à l'exception des dispositions des chapitres VII et VIII.

Pour l'application de l'article LI.TXV.CIII.2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, le montant de la rétribution garantie est de 12.478,10 EUR.

Art. 10. Sont admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires les périodes de suspension du contrat rémunérées par la Région.

En outre, les périodes de suspension non rémunérées suivantes sont également prises en considération :

- 1° les périodes de suspension pour cause de maladie ou d'infirmité ainsi que pour cause d'accident du travail ou de maladie professionnelle;
- 2° les périodes de congé ou d'interruption du travail visées aux articles 39 et 42 à 43bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail;
- 3° le congé exceptionnel pour cas de force majeure visé à l'article LIII.CIII.4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

- 4° les périodes d'absence pour participation à une cessation concertée du travail;
- 5° les périodes de suspension accordées pour exercer une fonction dans un cabinet ministériel;
- 6° les périodes d'interruption de la carrière professionnelle;
- 7° les périodes de suspension accordées dans le cadre du congé politique;
- 8° les périodes de suspension pour congé parental.

Art. 11. Après huit années d'ancienneté pécuniaire au rang E3, les membres du personnel contractuel du niveau 4 bénéficient de l'échelle de traitement du rang E2.

CHAPITRE VII. — *De la fixation des objectifs et des entretiens de planification et de fonctionnement*

Art. 12. Tout supérieur hiérarchique statutaire de rang A4 au moins, pour les services centraux et de rang A5 ou, le cas échéant, A6, pour les services extérieurs fixe les objectifs à atteindre par chaque membre du personnel contractuel placé sous son autorité, hormis pour les contractuels de remplacement.

Ces objectifs sont fixés par le supérieur hiérarchique lors d'un entretien de planification, de manière spécifique, mesurable, et doivent être axés sur le résultat et inscrits dans le temps.

Ils doivent concrétiser les objectifs de service fixés selon les méthodes de gestion propres aux Ministères ou Organismes concernés et situer le rôle et le niveau d'implication de l'agent par rapport à l'atteinte de ces objectifs.

Des objectifs de développement personnel peuvent également être exprimés.

Un entretien de fonctionnement a lieu, selon la nature de la fonction exercée, au plus tard dans les deux années qui suivent l'entretien de planification.

Cet entretien permet d'apprécier les prestations accomplies, en relation avec le bilan global du service et l'atteinte des objectifs de développement personnel, de déterminer les causes des écarts éventuels et de prévoir les mécanismes de remédiation aux difficultés rencontrées.

L'entretien de fonctionnement est consigné dans un rapport communiqué au membre du personnel contractuel. Dans les quinze jours à dater de cette communication, le membre du personnel contractuel fait valoir ses remarques auprès du supérieur hiérarchique qui a mené l'entretien et auprès du supérieur hiérarchique de celui-là.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 13. Pour l'application du présent arrêté aux organismes auxquels est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, il y a lieu de substituer aux mots repris dans la colonne de gauche qui figurent dans le présent arrêté les mots qui se trouvent en regard dans la colonne de droite :

Ministère(s)	organisme(s)
Secrétaire général	fonctionnaire général dirigeant du rang A2 qui dirige le personnel

En outre, pour les organismes de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 et pour les organismes y assimilés, il faut entendre par « Gouvernement » ou « Ministre », dans les dispositions ne leur conférant pas un pouvoir réglementaire, l'organe désigné par le décret, ou à défaut, l'organe auquel le décret constitutif de l'organisme a confié la gestion ou l'administration de celui-ci.

Art. 14. Le contrat de travail fait expressément référence au présent arrêté ainsi qu'à la base juridique qui autorise l'engagement contractuel, telle que visée à l'article 2, § 1^{er}, du présent arrêté.

Art. 15. L'article 12 s'applique à tout membre du personnel contractuel en service à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et est mis en œuvre pour la première fois, dans les six mois de sa publication.

Art. 16. Le régime de congés et autres absences applicable aux membres du personnel contractuel est réglementé par le Livre III du Code de la Fonction publique.

Le régime des indemnités allocations applicables aux membres du personnel sont réglementées par le Livre IV du Code de la Fonction publique wallonne.

Art. 17. Le présent arrêté n'est pas applicable aux procédures de sélection engagées à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 18. L'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 relatif aux tâches auxiliaires et spécifiques au Ministère de la Région wallonne et au Ministère de l'Équipement et des Transports est abrogé.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 11 qui sort ses effets au 1^{er} octobre 2003.

Art. 20. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 décembre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 4906

[C — 2003/27782]

18. DEZEMBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87;

Aufgrund des Dekrets von 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 2000 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienste der Gemeinschafts- und Regionalregierungen, der Kollegien der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Französischen Gemeinschaftskommission und der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 10. März abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. März 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 8. Januar 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 20. Dezember 2002 erstellten Protokolls Nr. 367 des Sektorenausschusses XVI;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 9. Januar 2003 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 3. Juli 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — Anwendungsbereich

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die vertraglichen Personalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der in dem Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, erwähnten Einrichtungen öffentlichen Interesses.

Der vorliegende Erlass ist nicht auf die Personalmitglieder anwendbar, die während der Monate Juli, August und September als unter Beschäftigungsvertrag arbeitende Studenten eingestellt werden.

KAPITEL II. — Die Anstellungsbedingungen

Art. 2 - § 1. Die Regierung kann Personen ausschließlich zu folgenden Zwecken einstellen:

1° um auf außerordentliche und vorläufige Personalbedürfnisse einzugehen, entweder für die Durchführung von zeitlich begrenzten Aktionen oder wegen eines außerordentlich erhöhten Arbeitsanfalls;

2° um Bedienstete bei vollständiger oder teilweiser Abwesenheit zu ersetzen, unabhängig davon, ob sie sich im aktiven Dienst befinden oder nicht;

3° um Hilfsaufgaben oder spezifische Aufgaben zu verrichten, so wie im vorliegenden Artikel bestimmt;

4° um die Durchführung von Aufgaben zu sichern, für welche besondere Kenntnisse oder eine breite und hochwertige Erfahrung benötigt werden, wobei beide für die zu verrichtenden Aufgaben relevant sind.

§ 2. Unter Hilfsaufgaben versteht man:

1° die hauptsächlich manuell in den Staatswaldungen, den Naturschutzgebieten und an archäologischen Ausgrabungsstandorten verrichteten Aufgaben;

2° die Aufgaben in Bezug auf Sauberkeitsaktionen, wenn sie vom Personal der Region betreut werden;

3° die Aufgaben in Bezug auf die Begleitung der Schüler in den Verkehrsdiensten bei der Generaldirektion des Transports;

4° die Reinigungsaufgaben;

5° die Dienstleistungsaufgaben in den Kantinen;

6° die Wartungsaufgaben;

7° die Telefon- und Empfangsaufgaben;

8° die von den Fahrern verrichteten Aufgaben;

9° die von den Lageristen verrichteten Aufgaben.

§ 3. Unter spezifischen Aufgaben sind die als solche durch die Regierung bestimmten Aufgaben zu verstehen, mit denen Sachverständige, deren Funktion der Stufe 1 entspricht, beauftragt werden und die eine notwendige berufliche Qualifikation für eine begrenzte Dauer oder für eine deutlich bestimmte Tätigkeit erforderlich machen.

Der Sachverständige ist mindestens Inhaber eines zu den Stellen der Stufe 1 Zugang gewährenden Diploms und muss den in der Funktionsbeschreibung angegebenen besonderen beruflichen Qualifikationen genügen.

In dem Arbeitsvertrag werden die dem Sachverständigen anvertrauten Aufgaben sowie die für eine begrenzte Dauer oder für eine deutlich bestimmte Tätigkeit erforderliche berufliche Qualifikation bestimmt.

§ 4. Die Aufgaben, die Verwaltungsmethoden oder hochwertige technische Kenntnisse nach sich ziehen, können als besondere Kenntnisse oder eine breite hochwertige Erfahrung benötigte Aufgaben betrachtet werden, wobei beide für die zu verrichtenden Aufgaben relevant sind.

Art. 3 - Für die Anwendung des Artikels LI.TIII.8, § 1, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes enthält der Ämterplan der Ministerien und Einrichtungen die in Artikel 2, § 1, 1°, 3° und 4° des vorliegenden Erlasses zu besetzenden Stellen.

KAPITEL III. — *Zulässigkeit, Auswahlverfahren und Ausscheiden aus dem Amt*

Art. 4 - § 1. Die aufgrund eines Arbeitsvertrags einzustellenden Personen müssen den folgenden Bedingungen genügen:

- 1° im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;
- 2° den Milizgesetzen genügen;
- 3° den Nachweis der für die auszuübende Funktion erforderlichen medizinischen Eignung erbringen;
- 4° Inhaber eines Diploms oder einer Studienbescheinigung, die der zu besetzenden Stelle entsprechen;
- 5° einen mit den Anforderungen der zu besetzenden Stelle übereinstimmenden Lebenswandel haben.

§ 2. Die in § 1 vorgesehenen Bedingungen müssen während der ganzen Durchführung des Vertrags erhalten bleiben.

§ 3. Für die Stufen 1, 2+ und 2 gelten folgende Auswahlkriterien: das Diplom und die Ausbildung, die Fähigkeiten und Kompetenzen und die Motivation, die Stelle zu besetzen.

Für die Stufen 3 und 4 gelten folgende Auswahlkriterien: die Fähigkeiten und Kompetenzen und die Motivation, die Stelle zu besetzen.

§ 4. Für die in Artikel 2, § 1, 1° des vorliegenden Erlasses erwähnten Anstellungen wird den erfolgreichen Teilnehmern jedes durch den SELOR organisierten Anwerbungswettbewerbs, um den Bedürfnissen der Region zu begegnen, dessen Anwerbungsreserve noch gültig ist, der Vorrang gegeben.

Ist kein erfolgreicher Teilnehmer eines SELOR-Wettbewerbs interessiert, so kann der Bewerberaufruf Gegenstand einer Bekanntmachung in jeglichem Kommunikationsmittel sein, so dass jeder interessierten Person die Möglichkeit gegeben wird, sich zu bewerben.

Für die im vorherigen Absatz erwähnten Anstellungen und für die Anstellungen im Hinblick auf die Durchführung von Hilfsaufgaben nimmt der von der Funktion her zuständige Minister ein erstes Auswahlverfahren für die zu besetzenden Stellen vor.

Die so gewählten Kandidaten werden von dem hierarchischen Vorgesetzten der von der Funktion her zuständigen Dienststelle, wo die Person arbeiten wird, angehört. Dieser übermittelt dem von der Funktion her zuständigen Minister den Anhörungsbericht und dem Minister des öffentlichen Dienstes und dem Generalsekretär eine Abschrift davon. Für jeden Kandidaten werden in dem Anhörungsbericht mindestens die folgenden Elemente angegeben:

1° Definition der zu besetzenden Stelle:

- a) Bezugnahme auf den Beruf;
- b) Beschreibung der Aufgaben;
- c) Stellung im Ämterplan.

2° Profil des gesuchten Kandidaten:

- a) Diplom und Ausbildung;
- b) Fähigkeiten und Kompetenzen.

3° Anhörung:

a) Identifizierung des Kandidaten (einschließlich einer Abschrift der SELOR-Bescheinigung, außer für die Hilfsaufgaben);

- b) Motivation des Kandidaten, die Stelle zu besetzen;
- c) Berufliche Erfahrung;
- d) Datum, an dem die Person die Stelle besetzen kann;
- e) Übereinstimmung mit dem gesuchten Profil.

4° Einstufung des Kandidaten in eine der folgenden beiden Kategorien : passt für die Funktion oder passt nicht für die Funktion.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Eingang der Anhörungsberichte teilt der von der Funktion her zuständige Minister dem Minister des öffentlichen Dienstes die Wahl, die er unter den für die Funktion passenden Personen trifft, mit.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang der Wahl des von der Funktion her zuständigen Ministers gibt der Minister des öffentlichen Dienstes dem Generalsekretär die notwendigen Anweisungen damit er die Anstellung vornimmt.

In Ermangelung einer Wahl seitens des von der Funktion her zuständigen Ministers innerhalb der gewährten Frist nimmt der Minister des öffentlichen Dienstes diese Wahl selbst vor.

Art. 5 - § 1. Jegliche Anstellung eines Personalmitglieds, das spezifische Aufgaben zu erfüllen hat, und des in Artikel 2, § 1, 4° des vorliegenden Erlasses erwähnten Personals benötigt:

1° die Veröffentlichung eines Bewerberaufrufs in jeglichem Kommunikationsmittel, so dass jeder interessierten Person die Möglichkeit gegeben wird, sich zu bewerben;

2° eine Beschreibung der Funktion und ein Kompetenzprofil, in dem die Angabe der Kompetenzen, der Erfahrung und der erforderlichen Fähigkeiten enthalten ist;

3° die Einführung eines Auswahlausschusses;

4° einen förmlich begründeten Beschluss im Hinblick auf die Zulässigkeit der Kandidaten und deren Wahl.

§ 2. Die Auswahltests oder -prüfungen werden durch einen Auswahlausschuss organisiert, der die erforderlichen Garantien in Sachen Unparteilichkeit und Objektivität aufweist. Sie werden der zu besetzenden Funktion angepasst.

Der Auswahlausschuss besteht zu einem Drittel aus außerhalb der Verwaltung gewählten Mitgliedern, die eine unanfechtbare Kompetenz im betroffenen Bereich besitzen müssen. Was die Ministerien betrifft, enthält der Ausschuss mindestens einen Vertreter des Ministers des öffentlichen Dienstes und des von der Funktion her zuständigen Ministers. Was die Einrichtungen betrifft, enthält der Ausschuss mindestens einen Vertreter des von der Funktion her zuständigen Ministers. Die Zusammenstellung des Ausschusses wird durch die Regierung genehmigt.

Der Ausschuss wird damit beauftragt, die Kandidaten in eine der zwei in Artikel 4, § 3, 4° des vorliegenden Erlasses erwähnten Kategorien einzustufen und der Regierung ein begründetes Gutachten über die Zulässigkeit und den Übereinstimmungsgrad der Kompetenzen, der Erfahrung und der Fähigkeiten der Kandidaten mit der Profilbeschreibung und dem Kompetenzprofil abzugeben.

KAPITEL IV. — Rechte, Verpflichtungen und Unvereinbarkeiten

Art. 6 - Die Artikel LI.TI.2 und 3 sowie die Artikel LI.TVII. 1 und 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes sind auf die im vorliegenden Erlass erwähnten vertraglichen Personalmitglieder anwendbar.

KAPITEL V. — Die Ausbildung der vertraglichen Bediensteten

Art. 7 - Die Bestimmungen des Kapitels III des Titels V des Buches I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes sind auf die Mitglieder des in dem vorliegenden Erlass erwähnten vertraglichen Personals anwendbar, mit Ausnahme der die Laufbahnausbildung betreffenden Bestimmungen.

KAPITEL VI. — Die Besoldungslage der Mitglieder des vertraglichen Personals

Art. 8 - § 1. Die Mitglieder des vertraglichen Personals erhalten eine Entlohnung, die dem mit dem Anberufungsdienstgrad verbundenen Gehalt entspricht, das den Bediensteten für denselben Anberufungsdienstgrad gewährt wird, sowie die zeitlich gestuften und die sechsjährigen Erhöhungen.

§ 2. Außer in ordnungsgemäß begründeten Umständen erhalten die Mitglieder des vertraglichen Personals, die zum Erfüllen von spezifischen Aufgaben oder von in Artikel 2, § 1, 4° des vorliegenden Erlasses erwähnten Aufgaben eingestellt worden sind, eine Entlohnung, die mit dem mit den Dienststrängen eines Attachés, eines ersten Attachés, eines Direktors oder eines Beraters verbundenen Gehalt identisch ist, das den Bediensteten für dieselben Dienststränge und dieselben Funktionen gewährt wird, sowie die damit verbundenen zeitlich gestuften Erhöhungen.

Art. 9 - Die Bestimmungen des Titels XV des Buches I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes sind auf die Mitglieder des vertraglichen Personals anwendbar, mit Ausnahme der Bestimmungen der Kapitel VII und VIII.

Für die Anwendung des Artikels LI.TXV.CIII.2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes ist der Betrag der garantierten Besoldung 12.478,10 EUR.

Art. 10 - Die durch die Region entlohten Zeiträume, während denen der Vertrag ausgesetzt wird, sind für die Gewährung der zeitlich gestuften Erhöhungen zulässig.

Die folgenden nicht entlohten Aussetzungszeiträume werden außerdem ebenfalls berücksichtigt:

- 1° die Aussetzungszeiträume wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit sowie wegen Arbeitsunfalls oder Berufskrankheit;
- 2° die in den Artikeln 39 und 42bis, 43bis des Gesetzes vom 16. März 1971 über die Arbeit erwähnten Urlaubs- oder Arbeitsunterbrechungszeiträume;
- 3° der in Artikel LIII.CIII.4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes erwähnte außergewöhnliche Urlaub wegen Notfalls;
- 4° Die Abwesenheitszeiträume wegen Beteiligung an einer konzertierten Arbeitsniederlegung;
- 5° die zur Ausübung einer Funktion in einem ministeriellen Kabinett gewährten Aussetzungszeiträume;
- 6° die Laufbahnunterbrechungszeiträume;
- 7° die im Rahmen des politischen Urlaubs gewährten Aussetzungszeiträume;
- 8° die Aussetzungszeiträume wegen Elternschaftsurlaubs.

Art. 11 - Nach acht Jahren Besoldungsdienstalter im Dienststrang E3 kommen die Mitglieder des vertraglichen Personals der Stufe 4 in den Genuss der Gehaltsstufe des Dienststranges E2.

KAPITEL VII. — Festsetzung der Ziele und Planungs- und Dienstgespräch

Art. 12 - Jeder statutarische hierarchische Vorgesetzte des Dienststrangs A4 mindestens für die Zentraldienste und des Dienststrangs A5 oder gegebenenfalls A6 für die Außendienststellen setzt die von jedem Mitglied des vertraglichen Personals, das ihm untersteht, zu erreichenden Ziele fest; die vertraglichen Mitglieder des Personals, die jemanden ersetzen, werden davon ausgenommen.

Diese Ziele werden von dem hierarchischen Vorgesetzten während eines Planungsgesprächs festgesetzt, dies auf spezifische, messbare Art, und müssen ergebnisorientiert und in eine zeitliche Planung eingebunden sein.

Sie müssen die gemäß den für die betroffenen Ministerien und Einrichtungen üblichen Verwaltungsmethoden festgesetzten Dienstziele konkretisieren und die Rolle und das Einsatzniveau des Bediensteten im Verhältnis zum Erreichen dieser Ziele definieren.

Ziele im Hinblick auf die persönliche Entwicklung können ebenfalls ausgedrückt werden.

Ein Dienstgespräch findet je nach der Art der ausgeübten Funktion spätestens binnen zwei Jahren nach dem Planungsgespräch statt.

Dieses Gespräch macht es möglich, die erbrachten Leistungen im Verhältnis mit der Gesamtbilanz der Dienststelle und dem Erreichen der Ziele im Hinblick auf die persönliche Entwicklung zu beurteilen, die Ursachen der etwaigen Abweichungen zu bestimmen und die Mechanismen zum Lösen der begegneten Schwierigkeiten vorzusehen.

Das Dienstgespräch wird in einem Bericht festgehalten, der dem Mitglied des vertraglichen Personals mitgeteilt wird. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach dieser Mitteilung teilt das Mitglied des vertraglichen Personals seine Bemerkungen mit.

KAPITEL VIII. — *Schlussbestimmungen*

Art. 13. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses auf die Einrichtungen, auf welche das Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, müssen die in der linken Spalte befindlichen Wörter, die im vorliegenden Erlass stehen, durch die Wörter, die gegenüber, in der rechten Spalte stehen, ersetzt werden:

Ministerium(ien)	Einrichtung(en)
Generalsekretär	leitender Generalbeamter des Dienstrangs A2, der das Personal leitet

Für die Einrichtungen der Kategorie B im Sinne des Gesetzes vom 16. März 1954 und für die gleichgestellten Einrichtungen muss außerdem unter «Regierung» oder «Minister» in den Bestimmungen, die ihnen keine verordnende Macht geben, das in dem Dekret bezeichnete Organ verstanden werden oder, in Ermangelung davon, das Organ, dem das die Einrichtung gründende Dekret die Führung und die Verwaltung davon anvertraut hat.

Art. 14 - Der Arbeitsvertrag bezieht sich ausdrücklich auf den vorliegenden Erlass sowie auf die juristische Grundlage, die die vertragliche Anstellung erlaubt, so wie in Artikel 2, § 1 des vorliegenden Erlasses erwähnt.

Art. 15 - Artikel 12 findet Anwendung auf jegliches Mitglied des vertraglichen Personals, das zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Dienst ist, und wird zum ersten Mal innerhalb von sechs Monaten nach dessen Veröffentlichung durchgeführt.

Art. 16 - Das Urlaubs- und Abwesenheitssystem, das auf die Mitglieder des vertraglichen Personals anwendbar ist, wird durch das Buch III des Kodex des öffentlichen Dienstes geregelt.

Die Regelung in Sachen Vergütungen und Zulagen, die auf die Mitglieder des vertraglichen Personals anwendbar ist, wird durch das Buch IV des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes geregelt.

Art. 17 - Der vorliegende Erlass ist nicht auf die Auswahlverfahren, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses schon laufen, anwendbar.

Art. 18 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1999 über die Hilfsarbeiten oder spezifischen Aufgaben innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region oder des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen wird aufgehoben.

Art. 19 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des auf seine Veröffentlichung folgenden Monats in Kraft, mit Ausnahme des Artikels 11, der am 1. Oktober 2003 wirksam wird.

Art. 20 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Dezember 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 4906

[C — 2003/27782]

18 DECEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 maart 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 maart 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 8 januari 2003;

Gelet op het protocol nr. 367 van Sectorcomité XVI, opgesteld op 2 december 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering op 9 januari 2003 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 35.185/2, gegeven op 3 juli 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de contractuele personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut bedoeld bij het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Dit besluit is niet van toepassing op de personeelsleden die met een arbeidsovereenkomst voor tewerkstelling van studenten in dienst te nemen zijn tijdens de maanden juli, augustus en september.

HOOFDSTUK II. — *Indienstnemingsvoorwaarden*

Art. 2. § 1. Personen kunnen door de Regering in dienst worden genomen, uitsluitend om :

1° aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften te voldoen, hetzij voor in de tijd beperkte acties hetzij voor een buitengewone toename van het werk;

2° ambtenaren te vervangen bij gehele of gedeeltelijke afwezigheid, ongeacht of ze in dienstactiviteit zijn of niet;

3° bijkomende of specifieke opdrachten te vervullen zoals bepaald bij dit artikel;

4° te voorzien in de uitvoering van taken die een bijzondere kennis of ruime ervaring op hoog niveau vereisen, beide relevant voor de uit te voeren taken.

§ 2. Onder bijkomende opdrachten dienen te worden verstaan :

1° opdrachten bestaande uit hoofdzakelijk handenarbeid in de domaniale wouden, de natuureservaten en bij archeologische opgravingen;

2° opdrachten die betrekking hebben op schoonheidsacties voorzover ze begeleid worden door gewestelijk personeel;

3° opdrachten bestaande uit de leerlingenbegeleiding in de vervoersdiensten bij het Directoraat-generaal Vervoer;

4° schoonmaakopdrachten;

5° dienstverlenende opdrachten in cafeterias;

6° onderhoudsopdrachten;

7° telefoon- en ontvangstopdrachten;

8° opdrachten uitgevoerd door de chauffeurs;

9° opdrachten uitgevoerd door de magazijniers.

§ 3. Onder specifieke opdrachten dienen de opdrachten te worden verstaan die als dusdanig door de Regering worden omschreven en die toevertrouwd worden aan deskundigen die overeenstemmen met ambten van niveau 1 die een vereiste beroepskwalificatie voor een beperkte duur en een welomschreven activiteit vergen.

De deskundige is minstens houder van een diploma dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau 1 en dient te beantwoorden aan de bijzondere beroepskwalificaties die nauwkeurig aangegeven zijn in de functieomschrijving.

De arbeidsovereenkomst bepaalt de taken die toevertrouwd worden aan de deskundige, alsook de vereiste beroepskwalificatie voor een beperkte duur en een welomschreven activiteit.

§ 4. Als opdrachten die bijzondere kennis of een ruime ervaring op hoog niveau vergen, welke allebei beide relevant zijn voor de uit te voeren opdrachten, worden de opdrachten beschouwd die beheersmethodes of technische kennis op hoog niveau verenigen.

Art. 3. Voor de toepassing van artikel LI.TII.8., § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode houdt de functionele personeelsformatie van de Ministeries en Instellingen de in te vullen betrekkingen bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, 3° en 4°, van dit besluit in.

HOOFDSTUK III. — *Toelaatbaarheid, selectie en beëindiging van een ambt*

Art. 4. § 1. De personen die via arbeidsovereenkomst in dienst genomen worden, dienen te voldoen aan volgende voorwaarden :

1° de burger- en politieke rechten genieten;

2° voldoen aan de wetten op de dienstplicht;

3° het bezit van de medische geschiktheid vereist voor het uit te oefenen ambt aantonen;

4° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat in verhouding staat tot het niveau van de in te vullen betrekking;

5° van een gedrag zijn dat overeenstemt met de vereisten van de in te vullen betrekking.

§ 2. De voorwaarden bepaald bij § 1 dienen tijdens de gehele uitvoering van de arbeidsovereenkomst behouden te blijven.

§ 3. Voor de niveaus 1, 2+ en 2 zijn de selectiecriteria de volgende : diploma en vorming, geschiktheid en vaardigheden, en de motivering om de betrekking te bekleden.

Voor de niveaus 3 en 4 zijn de selectiecriteria de volgende : geschiktheid en vaardigheden en de motivering om de betrekking te bekleden.

§ 4. Voor de indienstnemingen bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van dit besluit wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor elk vergelijkend wervingsexamen dat door SELOR wordt georganiseerd om aan de behoeften van het Gewest te voldoen en waarvoor de wervingsreserve nog geldig is.

Indien er geen SELOR-geslaagde belangstelling heeft, kan een oproep tot de kandidaten bekend worden gemaakt via elk communicatiekanaal dat iedere belanghebbende persoon de gelegenheid geeft zich kenbaar te maken.

Voor de indienstnemingen bedoeld in vorig lid en voor de indienstnemingen voor de uitvoering van de bijkomende opdrachten, voert de vakminister een eerste selectie van de kandidaten voor de in te vullen betrekkingen door.

Die vooraf geselecteerde kandidaten worden door de hiërarchische verantwoordelijke van de functionele dienst waar de persoon zal dienen te werken, gehoord. De verantwoordelijke maakt het verslag van de hoorzitting over aan de vakminister met afschrift aan de Minister van Ambtenarenzaken en aan de Secretaris-generaal. Voor elke kandidaat worden in het hoorzittingsverslag minstens volgende bestanddelen aangegeven :

1° Omschrijving van de in te vullen betrekking :

a) verwijzing naar het beroep;

b) taakomschrijving;

c) positie in de functionele personeelsformatie.

2° Profiel van de gezochte kandidaat :

- a) diploma en vorming;
- b) geschiktheid en vaardigheden.

3° Onderhoud :

- a) identificatie van de kandidaat (met inbegrip van een afschrift van het SELOR-attest, behalve voor de bijkomende opdrachten);
- b) motivering van de kandidaat om het ambt te bekleden;
- c) beroepservaring;
- d) datum waarop de persoon beschikbaar zal zijn om het ambt te bekleden;
- e) overeenstemming met het gevraagde profiel.

4° Rangschikking van een kandidaat in één van beide volgende categorieën : past voor het ambt of past niet voor het ambt.

Binnen de vijftien dagen na ontvangst van de hoorzittingsverslagen deelt de vakminister aan de Minister van Ambtenarenzaken mee welke keuze hij gemaakt heeft uit de categorie personen die voor het ambt passen.

Binnen de vijftien dagen na ontvangst van de keuze van de vakminister geeft de Minister van Ambtenarenzaken de nodige instructies aan de Secretaris-generaal om de indienstneming door te voeren.

Indien de vakminister in de hem toebedeelde tijd zijn keuze niet uitgebracht heeft, wordt de keuze door de Minister van Ambtenarenzaken zelf verricht.

Art. 5. § 1. Elke indienstneming van contractuele personeelsleden voor de uitvoering van specifieke opdrachten en van personeel bedoeld in artikel 2, § 1, 4°, van dit besluit dient te gebeuren mits :

- 1° bekendmaking van een oproep tot de kandidaten via elk communicatiekanaal dat iedere belanghebbende persoon de gelegenheid geeft zich kenbaar te maken;
- 2° een functieomschrijving en profiel van de vaardigheden waarin de vereiste vaardigheden, ervaring en geschiktheid vermeld worden;
- 3° instelling van een selectiecommissie;
- 4° een vormelijk gemotiveerde beslissing waarin de toelaatbaarheid van de kandidaten en hun selectie bedoeld zijn.

§ 2. De selectietests of -proeven worden door een selectiecommissie georganiseerd die de waarborgen inzake de vereiste onpartijdigheid en objectiviteit vertonen. Zij zijn aangepast aan het in te vullen ambt.

De selectiecommissie bestaat voor één derde uit leden die buiten het bestuur worden gekozen en die een ontegensprekelijke bevoegdheid dienen te bezitten in het betreffende vakgebied. Voor wat betreft de Ministeries bestaat de commissie minstens uit één vertegenwoordiger van de Minister van Ambtenarenzaken en de vakminister. Voor wat betreft de instellingen bestaat de commissie minstens uit één vertegenwoordiger van de vakminister. De samenstelling van de commissie wordt door de Regering goedgekeurd.

De commissie is ermee belast de kandidaten te rangschikken in één van beide categorieën bedoeld in artikel 4, § 3, 4°, van dit besluit en de Regering een gemotiveerd advies voor te leggen over de toelaatbaarheid en de graad van overeenstemming van de kandidaten met de vaardigheden, de ervaring en de geschiktheid ten opzichte van de functieomschrijving en het profiel van de bevoegdheden.

HOOFDSTUK IV. — *Rechten, plichten en onverenigbaarheden*

Art. 6. De artikelen LI.TI.2 en 3 alsook de artikelen LI.TVII.1 en 2 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden bedoeld bij dit besluit.

HOOFDSTUK V. — *Vorming van de contractuele personeelsleden*

Art. 7. De bepalingen van hoofdstuk III van titel V van boek I van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden bedoeld bij dit besluit, de bepalingen die de loopbaanvorming betreffen uitgezonderd.

HOOFDSTUK VI. — *Geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden*

Art. 8. § 1. De contractuele personeelsleden krijgen een vergoeding die identiek is aan de wedde verbonden aan de wervingsgraad die de ambtenaren voor dezelfde graad wordt toegekend, evenals de tussentijdse en zesjaarlijkse daarmee verbonden weddeverhogingen.

§ 2. Behoudens bijzondere, behoorlijk gemotiveerde omstandigheid krijgen de contractuele personeelsleden die in dienst genomen zijn om specifieke opdrachten uit te voeren of taken bedoeld bij artikel 2, § 1, 4°, van dit besluit uit te oefenen een vergoeding die identiek is aan de wedde verbonden aan de graden van attaché, eerste attaché, directeur of adviseur, die toegekend wordt aan de ambtenaren voor dezelfde graden en dezelfde functies alsook de tussentijdse verhogingen die daarmee verbonden zijn.

Art. 9. De bepalingen van titel XV van boek I van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden, de bepalingen van de hoofdstukken VII en VIII uitgezonderd.

Voor de toepassing van artikel LI.TXV.CIII.2 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode is het bedrag van de gewaarborgde bezoldiging 12.478,10 EUR.

Art. 10. Toegelaten worden voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen de periodes van schorsing van de overeenkomst bezoldigd door het Gewest.

Daarnaast worden de volgende niet-vergoede periodes van schorsing eveneens in overweging genomen :

- 1° de periodes van schorsing wegens ziekte of gebrekkigheid, evenals wegens arbeidsongeval of -ziekte;
- 2° de periodes van verlof of arbeidsonderbreking bedoeld in de artikelen 39 en 42 tot en met 43bis van de arbeidswet van 16 maart 1971;
- 3° het uitzonderlijk verlof wegens overmacht bedoeld in artikel LIII.CIII.4 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;
- 4° de periodes van afwezigheid voor deelname aan een overlegde arbeidsonderbreking;
- 5° de periodes van schorsing toegekend om een ambt uit te oefenen in een ministerieel kabinet;
- 6° de periodes van loopbaanonderbreking;
- 7° de periodes van schorsing toegekend in het kader van het politiek verlof;
- 8° de periodes van schorsing wegens ouderschapsverlof.

Art. 11. Na acht jaar geldelijke anciënniteit in de rang E3 genieten de contractuele personeelsleden van niveau 4 de weddeschaal van rang E2.

HOOFDSTUK VII. — *Vaststelling van de doelstellingen en plannings- en functioneringsgesprekken*

Art. 12. Elke statutaire hiërarchische overste van minstens rang A4 voor de centrale diensten en van rang A5 of, in voorkomend geval, rang A6 voor de buitendiensten stelt de doelstellingen vast die elk contractueel personeelslid dat onder zijn gezag staat, dient te bereiken, behalve de ter vervanging in dienst genomen contractuelen.

Die doelstellingen worden op een specifieke en meetbare wijze vastgesteld door de hiërarchische overste ter gelegenheid van een planningsgesprek en dienen resultaatgericht en tijdsgebonden te zijn.

Zij dienen de doelstellingen van de dienst, vastgesteld volgens beheersmethodes eigen aan de betrokken Ministeries of Instellingen, te concretiseren en de rol en het inzetniveau van het personeelslid te situeren ten opzichte van de te bereiken doelstellingen.

Persoonlijke ontwikkelingsdoelstellingen kunnen eveneens uitgedrukt worden.

Een functioneringsgesprek heeft plaats, volgens de aard van het uitgeoefende ambt, uiterlijk binnen twee jaar volgend op het planningsgesprek.

Dat gesprek maakt de beoordeling van de verrichte prestaties mogelijk in verband met de globale balans van de dienst en de bereikte persoonlijke ontwikkelingsdoelstellingen, alsook de bepaling van de eventuele afwijkende resultaten en het voorzien in middelen om de ontstane moeilijkheden te verhelpen.

Van het functioneringsgesprek wordt een verslag opgesteld, dat wordt medegedeeld aan het contractuele personeelslid. Binnen de vijftien dagen te rekenen van die mededeling maakt het contractuele personeelslid zijn opmerkingen over.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 13. Voor de toepassing van dit besluit op de instellingen die onder de toepassing vallen van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren dienen de woorden uit onderstaande linkerkolom vervangen te worden door de woorden uit de rechterkolom, behoudens andersluidende bepaling :

Ministerie(s)	instelling(en)
Secretaris-generaal	ambtenaar-generaal van rang A2 bevoegd voor personeelsaangelegenheden.

Voor de instellingen van categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 en voor de daarmee gelijkgestelde instellingen wordt in de bepalingen die hen geen reglementaire bevoegdheid toewijzen onder "Regering" en "Minister" verstaan het bij het decreet aangewezen orgaan of, bij gebreke daarvan, het orgaan waaraan het decreet houdende oprichting van de instelling het beheer of de administratie ervan toegewezen heeft.

Art. 14. In de arbeidsovereenkomst wordt uitdrukkelijk verwezen naar dit besluit, evenals naar de juridische grondslag die de contractuele indienstneming mogelijk maakt zoals bedoeld bij artikel 2, § 1, van dit besluit.

Art. 15. Artikel 12 geldt voor elk contractueel personeelslid dat in dienst is op de datum van inwerkingtreding van dit besluit en wordt voor het eerst uitgevoerd binnen de zes maanden na de bekendmaking.

Art. 16. De verlofregeling en de andere afwezigheden geldend voor de contractuele personeelsleden vallen onder boek III van de Waalse Ambtenarencode.

De regeling inzake vergoedingen en toelagen geldend voor de personeelsleden valt onder boek IV van de Waalse Ambtenarencode.

Art. 17. Dit besluit is niet van toepassing op de selectieprocedures die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit lopende zijn.

Art. 18. Het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 betreffende de bijkomende of specifieke taken van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer wordt opgeheven.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, artikel 11 uitgezonderd, dat uitwerking heeft vanaf 1 oktober 2003.

Art. 20. De Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 december 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL